https://www.acdn.net/spip/spip.php?article198

Les deux tiers des Européens veulent une Europe sans armes nucléaires

- Accueil - Actualités - Autres sources -

Date de mise en ligne : mardi 30 mai 2006

Copyright © www.acdn.net - Tous droits réservés

Greenpeace appelle les Ministres de la Défense de l'OTAN à demander le rapatriement des bombes nucléaires américaines aux Etats-Unis

Bruxelles, le 30 mai 2006 - Alors que s'achève à Paris la session de printemps de l'assemblée des parlementaires de l'OTAN, et à une semaine d'un Conseil des Ministres de l'OTAN qui doit repenser le rôle futur de l'alliance et discuter de la question iranienne, Greenpeace rend public les résultats d'un sondage sur la présence de bombes américaines en Europe. Le sondage montre que les deux tiers des habitants des 6 pays européens accueillant ces bombes nucléaires, dans le cadre de leur intégration dans l'OTAN, veulent vivre dans une Europe sans armes nucléaires. Greenpeace demande aux Ministres de la Défense qui doivent se réunir le 8 juin à Bruxelles pour le Conseil des Ministres de l'OTAN d'exclure les bombes nucléaires de l'éventail de ses armements et de renvoyer ces bombes aux Etats-Unis.

16 ans après la fin de la Guerre froide, 480 bombes nucléaires américaines sont encore présentes dans 6 pays européens : l'Allemagne, la Belgique, l'Italie, les Pays-Bas, la Turquie et la Grande-Bretagne. Cette information est très largement méconnue de 60% des habitants de ces pays. Chacune de ces bombes a une capacité de destruction équivalente à 10 fois la bombe qui détruisit Hiroshima et toutes ensemble pourraient rayer de la carte l'Europe toute entière.

Quand on les informe de la présence de ces bombes américaines dans leur pays, la plupart des personnes interrogées se déclarent inquiètes. Elles ont raison de l'être. Un nouveau rapport de Greenpeace, intitulé *Garantir notre sécurité, assurer notre survie. Pourquoi il est nécessaire que les bombes nucléaires américaines de l'OTAN quittent l'Europe.* révèle l'importance de la menace que constitue la présence de la bombe en Europe. Chacune de ces bombes est une cible potentielle pour une action terroriste, représente un danger réel d'accident, et fait du pays d'accueil la cible potentielle d'une attaque nucléaire. Chacune de ces armes est un obstacle à la réduction de l'arsenal nucléaire tactique de la Russie comme à la poursuite de négociations sincères autour de la question du programme nucléaire iranien. Le rapport montre également comment les 6 pays pourraient profiter de l'occasion qui leur est donnée de réfléchir au futur de l'OTAN pour mettre fin à cette menace et accroître ainsi leur sécurité, en suivant l'exemple des autres pays de l'OTAN qui ont choisi de renvoyer les bombes américaines : le Canada, la Grèce, le Danemark et l'Islande.

Le rapport de Greenpeace explique que l'utilisation des bombes nucléaires peut être décidée par le Président des Etats-Unis sans la permission du pays d'accueil. Cette année, un article publié dans le New Yorker par Seymour M. Hersh a révélé que le gouvernement américain travaillait sur des scénarios militaires incluant l'utilisation possible des bombes B61 -précisément le type de bombes présentes en Europe- contre la population iranienne. Ainsi, il existe une probabilité forte que les bases nucléaires européennes de l'OTAN soient utilisées dans un conflit déclenché par les Etats-Unis. Les peuples européens des pays d'accueil de ces bombes pourraient donc se trouver mêlés contre leur gré à un conflit nucléaire déclenché par un gouvernement qu'ils n'auraient pas élu.
"Une très large majorité des habitants des pays européens accueillant les bombes nucléaires américaines ne veulent pas de ces armes sur leur sol. Que les Etats-Unis aient la capacité de déclencher une attaques nucléaire depuis l'Europe sans la permission des pays d'accueil est aberrant. Il est urgent de débarasser une fois pour toute l'Europe de ces armes", déclare Donna Mattfield, en charge de la campagne pour le désarmement nucléaire à Greenpeace International.

Les pays membres de l'OTAN sont sur le point de réviser le mandat de l'Alliance atlantique. Ce doit être l'occasion pour les responsables politiques européens réunis à Bruxelles le 8 juin de défendre la demande de leurs concitoyens en faveur du désarmement nucléaire de l'Europe. Greenpeace appelle les Ministres de la Défense de l'OTAN à

Copyright © www.acdn.net

renvoyer ces bombes nucléaires tactiques aux Etats-Unis.

"Avec tout le débat autour des intentions nucléaires de l'Iran, les pays doivent prendre conscience de leurs propres responsabilités dans l'escalade des tensions au Moyen-Orient. En renvoyant les bombes nucléaires américaines, les dirigeants européens peuvent répondre de manière concrète aux inquiétudes de leurs concitoyens, renforcer la position de l'Europe dans les négociations avec l'Iran et la Russie, tout en agissant positivement en faveur du désarmement nucléaire et de la paix du monde" conclut Mattfield.

La France est membre de l'OTAN. Si elle a préféré maintenir ses armes nucléaires en dehors de l'Alliance, elle peut à l'occasion du Conseil des Ministres du 8 juin user de son influence pour rappeler la nécessité de relancer le désarmement nucléaire au niveau mondial et européen. En tant que puissance nucléaire majeure, elle peut montrer l'exemple en renonçant officiellement à la doctrine de la « guerre nucléaire préventive » qu'elle vient d'adopter très officiellement en janvier dernier, par la voix du Président de la République français, et malgré les engagements pris dans le cadre du Traité de Non Prolifération. « La banalisation des armes nucléaires, et la construction de missiles nucléaires comme le M51, qui menace directement les pays non nucléaires, constituent non seulement une infraction grave à la loi internationale, mais également un encouragement fort à la prolifération nucléaire. Le Conseil des Ministres de l'OTAN, le 8 juin prochain, pourrait être l'occasion pour notre pays de discuter de la nécessité concrète d'établir une zone sans armes nucléaires en Europe, conformément au voeu exprimé à 2 reprises l'an dernier et en 2004 par le parlement européen dans son ensemble. »

Pour plus d'informations :

Donna Mattfield, Chargée de la campagne Désarmement à Greenpeace International +31 646177537

Mike Townsley, Greenpeace International Communications +31 62 296918

Xavier Renou, chargé de la campagne Désarmement à Greenpeace France + 33 6 88 88 18 29

Copyright © www.acdn.net